



## Entretien avec Aussama Mounajid

cyber activiste syrien et membre influent du Conseil National Syrien. Il est d'ailleurs un proche conseiller du président du CNS, Burhan Ghalioun. p.05



## La Géopolitique des tubes

Une cartographie des enjeux actuels et à venir qui se déroulent dans le grand bassin caucasien au sein du grand jeu asiatique p.07



## Mali, l'équation Touareg

A la faveur d'un coup d'Etat au Mali, la question Touareg émerge de nouveau et plonge toute une région dans l'incertitude. p.08

## Edito

Par Brahim FASSI-FIHRI

Quinze mois se sont écoulés. Quinze mois qui ont vu souffler des vents de révolte et d'indignation, mais aussi d'espoir et de réformes dans le monde arabe. Au Sud de la Méditerranée, le printemps arabe a balayé les vieilles dictatures de Tunisie, de Libye et d'Égypte. En Syrie la situation se dégrade de jour en jour, les hésitations des puissances internationales ne sont pas rassurantes. Alors que le Yémen tourne péniblement la page Saleh, le Maroc et la Jordanie, chacun à sa manière, ont impulsé un nouveau rythme à leurs réformes. Engagements qui sont pour le Maroc suivis d'effets.

Les évolutions et les transformations dans le monde arabe en 2011 démontrent avec clarté qu'il ne saurait y avoir de développement économique et social sans ouverture démocratique.

Les nouveaux gouvernements issus des transitions démocratiques ont à affronter des défis d'une ampleur sans précédent. L'Égypte et la Tunisie ont chiffré leurs besoins de financement à 25 milliards de dollars sur cinq ans. La formation, l'emploi, la croissance ou le partage des richesses sont les défis posés aux nouveaux gouvernements d'Afrique du Nord.

Il est donc plus que jamais nécessaire que les membres du G20 et plus précisément les États-Unis et l'Union européenne, accompagnent les processus de transitions démocratiques en cours dans la région. L'Union Pour la Méditerranée morte dans sa version initiale place Tahrir doit être reformulée, non pas pour uniquement accompagner le processus de démocratisation mais pour favoriser le co-développement. Il est donc impératif de créer un nouveau « Pacte pour la démocratie et le développement » basé sur un socle de valeurs partagées et sur un espace économique commun. Tourné vers l'opérationnel, ce processus doit dépasser tous les handicaps identifiés du partenariat euroméditerranéen depuis 1995.

Dans le cadre du Partenariat de Deauville, 13 pays et 9 bailleurs de fonds se sont engagés à débloquer plus de 38 milliards de dollars pour financer les besoins exceptionnels formulés à l'aune du Printemps arabe par le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.

Dans le prolongement du Pacte de Deauville, le Forum MEDays 2011 avait réuni

## Maroc

### Qu'en sera-t-il de l'après pétrole ?



les gouvernements de la rive Sud de la Méditerranée et les principaux bailleurs de fonds internationaux, regroupés autour de l'« Initiative de Tanger » articulée autour de 4 axes majeurs : i) **l'adoption d'une approche inclusive du partenariat Euro-méditerranéen**, ii) **l'harmonisation de l'aide en faveur de la Méditerranée et la rationalisation des mécanismes de financements existants**, iii) **l'établissement d'un système d'incitation et de conditionnalité positive**, iv) enfin, **le renforcement et la revitalisation de l'intégration régionale Sud-Sud**.

Parce que démocratie va de pair avec développement, on ose espérer que le Pacte de Deauville saura accompagner les transitions politiques en cours de nos pays. L'après printemps arabe appelle à réfléchir au développement économique de la région MENA. Pour espérer pérenniser les acquis des évolutions, enraciner la démocratie et promouvoir un développement durable, les avancées politiques devront aller de pair avec de réels progrès sociaux – et donc économiques. Le Maroc, acteur crédible, grâce notamment à la réussite du modèle marocain, mais également à travers son actif dans la coopération avec l'UE, les USA, le CCG et les membres du G20, peut-être un acteur crédible et légitime au Sud pour prendre le leadership dans la conduite des négociations autour du financement des transitions dans le monde arabe.

## Le grand échiquier asiatique les grandes puissances placent leurs pions



# Maroc

## Qu'en sera-t-il de l'après pétrole ?

Par Abdelfetah AIT AMMI

Concernant la question pétrolière, le mot d'ordre pour la prochaine décennie est instabilité. Il faut dire que cela a toujours été le cas. L'Histoire de l'or noir regorge d'exemples de fluctuations importantes des cours nonobstant l'abondance de réserves exploitables.

De nombreux analystes estiment toutefois que «le pétrole pourrait bientôt passer d'un marché axé sur la demande à un marché d'alimentation limitée.» (1) Par conséquent, les prix du pétrole, les procédures de production et les politiques nationales resteront «extrêmement incertains.» (2) L'instabilité et l'incertitude seront les mots-clés pour les 8 prochaines années de la décennie en cours. Pour mettre davantage en avant la gravité de la situation, l'Agence internationale de l'énergie ouvre la synthèse de son World Energy Outlook 2010 par l'affirmation suivante: "Le monde de l'énergie fait face à une incertitude sans précédent."

Trois facteurs principaux ont conduit de nombreux analystes à considérer le monde de l'énergie en termes d'instabilité et d'incertitude. La première est que les prix du pétrole enregistreront des augmentations accrues par rapport aux décennies précédentes. La

seconde est que la production mondiale jamais réalisée aura lieu dans seulement quelques années maintenant aux alentours de 2015. En troisième lieu, le monde de l'énergie n'a pas été en mesure de développer des solutions pratiques aux problèmes de déficit d'énergie. Ceci étant dû essentiellement au fait que les progrès qui ont été réalisés dans le domaine mondial des sources d'énergie renouvelables restent très timides pour satisfaire les besoins de 7 milliards de personnes dans les années à venir. En l'absence d'une solution prévisible, on ne peut qu'être pessimistes quant à ce que l'avenir peut apporter au monde de l'énergie et de ses ramifications sur les économies nationales.

En effet, la première décennie du XXIème siècle a montré une tendance en constante augmentation dans les prix du pétrole par rapport aux décennies précédentes. Cela signifie que l'ère du «pétrole accessible» est terminée. « Ce ne sont pas des prévisions, nous en sommes là » affirme Jon Bosak. Plusieurs chercheurs indiquent que les sources disponibles en pétrole conventionnel ont déjà été

en forte baisse à un moment où les sources de pétrole non conventionnelles ne peuvent pas à elles seules combler cette même baisse. Ainsi, la conséquence immédiate est un écart croissant entre l'offre et la demande dès 2012. Au bout du compte, ce fossé finira par avoir un effet à la hausse encore sans précédent sur les prix. (3)

Plusieurs études en sont venues à la même conclusion, c'est-à-dire que l'offre sera très loin de satisfaire une demande de plus en plus croissante. Dans «Le statut des réserves mondiales de pétrole,» les chercheurs Owen, Interwildi et King font valoir que à moins que la demande se cale à l'offre (un scénario très peu probable), la grande rupture prévue dans la relation offre-demande aura lieu entre 2010 et 2015. Selon les statistiques fournies par l'Agence internationale de l'énergie, l'étude estime le volume total de pétrole conventionnel à 1130 milliards de barils (Gb) à partir de 2008. En supposant que les ultimes réserves récupérables (URR) de pétrole sont d'environ 2000 milliards de barils comme le prévoit le célèbre analyste Jean Laherrère, il resterait

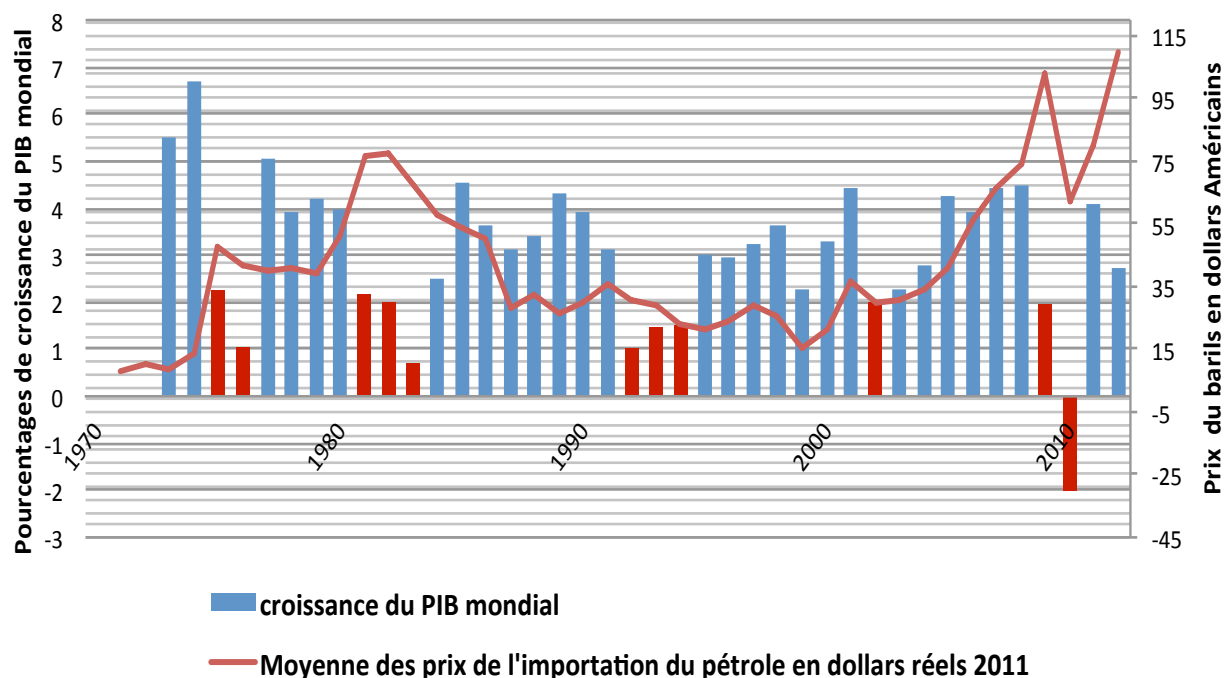
seulement 870 milliards de barils de pétrole conventionnel in-situ. Puisque la majeure partie du pétrole produit dépasse la moitié des URR (55%), Owen, Interwildi et King concluent que "la production de pétrole conventionnel a déjà plafonné."

En outre, dans une autre étude intitulée «Production de prévision mondiale de pétrole brut par l'intermédiaire du modèle mutlicyclicHubbert,» Nashawi, Malallah, et Al-Bisarah (une équipe de l'Université du Koweït) sont également parvenus à une conclusion similaire basée sur une analyse mathématique en profondeur de la production de pétrole dans les 47 principaux pays producteurs. Plus précisément, ils affirment que les réserves mondiales de pétrole s'épuisent à un rythme annuel de 2,1% à un taux d'environ 80 millions de barils par jour (mbj). Sur la base de la production mondiale de pétrole brut et des techniques de récupération en 2005, ils estiment également la production mondiale de pétrole culminera en 2014.

Un troisième rapport intitulé "l'environnement d'exploitation commun 2010" rédigé par le Commandement des États-Unis Joint Forces va dans le même sens. Selon ce document, «en 2012, la capacité de production excédentaire de pétrole pourrait disparaître entièrement, et ce dès 2015. Le déficit de la production pourrait alors atteindre près de 10 mbj. Le rapport ajoute que "pour générer l'énergie nécessaire dans le monde entier dans les années 2030, il nous faudrait trouver un 1,4 mbj supplémentaires chaque année jusque-là." Le même rapport estime que, dans les deux prochaines décennies, le monde aura besoin de la production de 118 mbj. En ce qui concerne d'éventuelles nouvelles découvertes de pétrole et de gaz, le rapport conclut que "le taux de découverte de pétrole et de gaz au cours des deux dernières décennies fournit peu de raisons d'être optimiste sur cette question-là. »

Même des magazines économiques qui se présentent comme des catalyseurs du capitalisme ont commencé à tirer la sonnette d'alarme. À cet égard, un vétéran de Forbes, l'analyste Charles Maxwell a déclaré que « la crise énergétique est inéluctable »,

### Correlations entre les prix du pétrole brut mondial et PIB global





envisageant quant à lui un pic de production se situant en 2017 ou 2018. A partir de 2020, le monde connaîtra une production annuelle en baisse continue.

Néanmoins, certains observateurs remettent en cause ces affirmations sur la base que les réserves pétrolières mondiales potentielles seraient susceptibles de couvrir, à consommation constante actuelle, la demande pour les 140 prochaines années. Il est facile de comprendre que ces théories sont d'un point de vue politique favorable à la majorité des pays exportateurs.

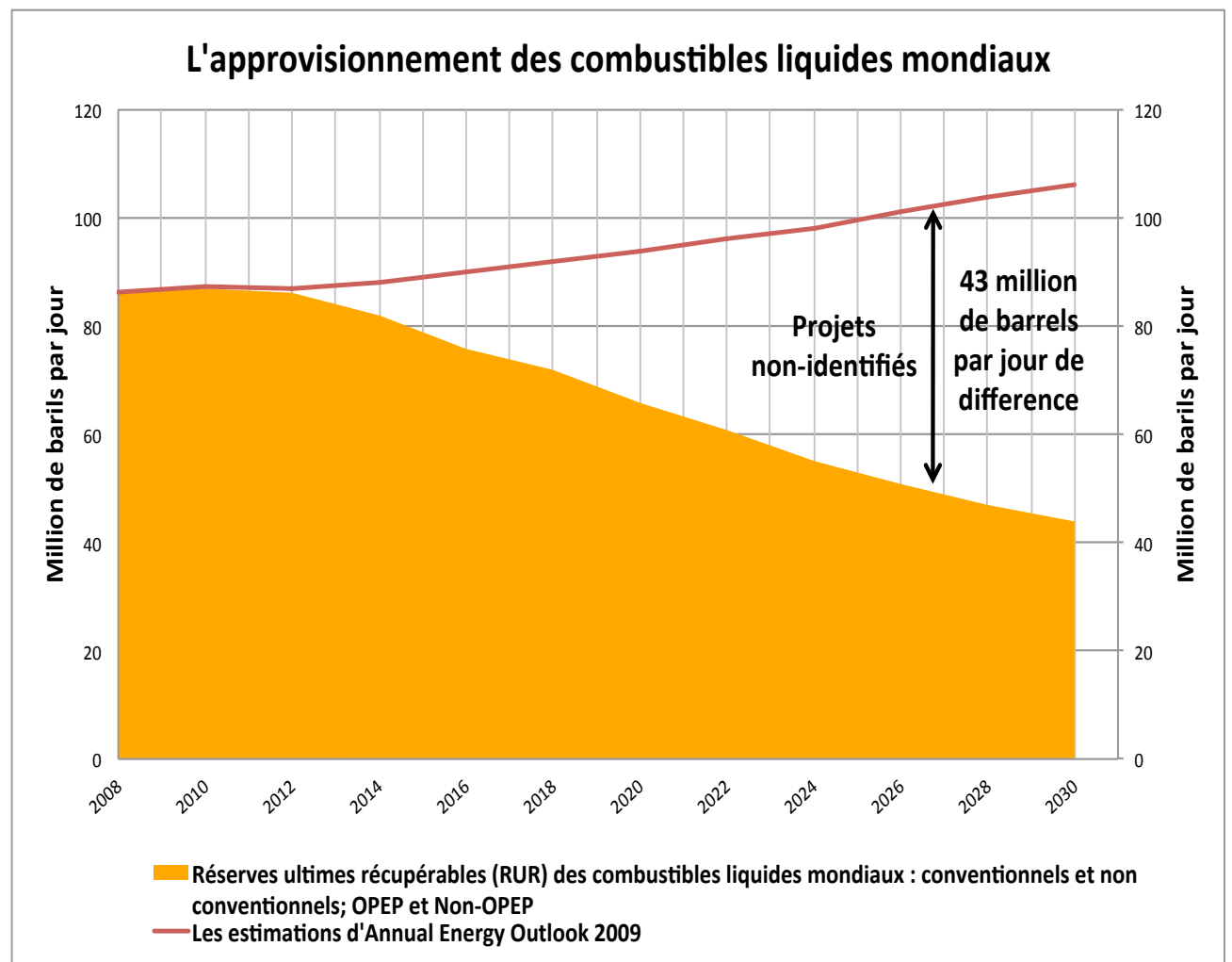
### Les pays en développement bouleversent la donne

La demande d'énergie est stimulée par les pays en développement, en particulier les nations émergentes appelées BRICS. Ceux-ci représentant presque la moitié de la population mondiale: la Chine avec 1,3 milliards d'habitants, l'Inde avec 1,2 milliards, le Brésil avec 196 millions, la Russie avec 141 millions, et l'Afrique du Sud avec 49 millions (selon des statistiques récentes fournies par le Fonds des Nations Unies pour les populations UNFPA). Comme ces pays, à l'exception de la Russie, sont considérés comme en voie d'industrialisation accrue, leurs économies enregistrent des taux de croissance importants avec des segments de leurs populations qui s'enrichissent et donc une hausse de la demande d'énergie pour les véhicules, le chauffage résidentiel, ou le divertissement. Ajouter à cela des pays engagés à développer leur économie comme le Maroc, on aboutit à une demande incontrôlée voire incontrôlable.

En conséquence, les marchés de l'énergie sera bientôt déterminé par le principe de l'offre limitée-par opposition à la demande dirigée, cette dernière a toujours été la règle depuis l'intégration du pétrole comme principale source d'énergie. En conséquence, les pays producteurs de pétrole n'hésiteront pas à profiter de la situation en introduisant des mesures pour contrôler les prix et, éventuellement, réduire leurs quotas d'exportation afin de répondre à leurs besoins domestiques propres susceptibles d'émerger dans leurs efforts pour développer et diversifier leurs économies. Le résultat final est évident : une augmentation conséquente des prix des combustibles fossiles de pétrole sur les marchés mondiaux.

Cette situation nuira à la croissance économique mondiale et en particulier les importateurs de combustibles fossiles et produits à valeur ajoutée.

Compte tenu de cette image sombre



du futur de l'énergie dans un avenir proche, de nombreux chercheurs comme Richard Heinberg dans son livre récemment publié «La fin de la croissance», soutiennent que le monde est entré dans une nouvelle ère de la décroissance, au cours de laquelle « la croissance économique telle que nous l'avons connue, est finie et bien finie. » Heinberg ajoute que « à partir de maintenant, seule la croissance relative est possible: l'économie mondiale est un jeu à somme nulle, avec un gâteau en diminution constante à répartir entre les champions économiques. » L'auteur explique en outre qu'il existe trois principaux facteurs qui inhibent la croissance économique. Il s'agit essentiellement de l'épuisement des ressources, y compris les combustibles fossiles et les minéraux, la dégradation de l'environnement, ainsi que la multiplication des crises financières.

Il est vrai que la part du pétrole et autres combustibles fossiles comparativement à d'autres sources dans le mix énergétique global est en baisse en raison principalement de l'émergence des énergies renouvelables. Selon l'Agence internationale de l'énergie, «les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et d'autres formes d'énergie contribuent pour près d'un cinquième de toute l'électricité produite dans le monde entier. » L'agence attribue cette évolution à des incitations gouvernementales. Toutefois, elle prévient que « le soutien du gou-

vernement pour les énergies renouvelables n'est rien en comparaison avec les sommes versées pour encourager l'utilisation de combustibles fossiles: quelque 66 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde entier sur les énergies renouvelables en 2010, moins d'un cinquième des 409 milliards de dollars en subventions aux combustibles fossiles enregistrés la même année. » À cet égard, Maria van der Hoeven, Directrice exécutive de l'AIE suggère une réforme à l'échelle mondiale au sujet de l'inefficacité des subventions aux combustibles fossiles.

Le lien de causalité entre les prix du pétrole et la macro-économie est complexe et il va dans les deux sens que l'Agence internationale de l'énergie emprunte. La hausse des prix du pétrole déclenchée par les chocs d'offre conduit au ralentissement économique, ce qui peut se traduire par la récession économique. Néanmoins, une forte croissance économique pousse la demande sur le pétrole et induit une augmentation des prix, ce qui peut alors freiner la croissance si les prix continuent d'augmenter à des niveaux insoutenables. C'est de cette manière cyclique que la croissance et les prix du pétrole ont des incidences les uns sur les autres. L'Histoire a montré que depuis les années 1970 les hausses de prix du pétrole ont précédé chaque récession mondiale. Les exemples abondent : crise du milieu des années 1970, début des années 1980, début des années 1990, début des années 2000, et la dernière crise

économique 2008-2009. Tous ces récessions mondiales ont été précédées par des hausses des prix du pétrole, qui étaient plus perceptibles à la fin des années 1970 et fin des années 2000.

### Le danger de l'absence d'une stratégie énergétique dynamique.

L'histoire de la seconde moitié du XXème siècle et la première décennie du XXIème siècle atteste le fait que plusieurs perturbations pétrolières mondiales affectent les économies nationales des pays. Par ailleurs, face à un futur instable et incertain, ces bouleversements peuvent être engendrés par l'absence de stratégies d'adaptation adéquates. La hausse des prix du pétrole est considérée comme un choc à grande échelle sur les économies des pays en développement, et en particulier sur les Etats importateurs. Le Maroc est un cas exemplaire.

L'économie marocaine a commencé à émerger du moment que le pays opta pour une voie de développement économique et humain. Le produit intérieur brut (PIB) marocain a crû avec un rythme annuel de 4,66% pour la période 2000-2010 selon les statistiques fournies par le Ministère de l'Economie et des Finances. Cet essor « entraîne la croissance des besoins en diverses formes d'énergie à un rythme soutenu de 5 % annuel en moyenne et de 7,5 % par an pour l'électricité, entraînant ainsi un doublement de notre consommation électrique d'ici 2020

et un quadruplement d'ici 2030. » (4) L'augmentation annuelle des besoins énergétiques marocains mettra « la nouvelle stratégie énergétique nationale » de mars 2009 face à un gouffre pour cette décennie.

Au Maroc, le niveau d'anticipation aux chocs externes est quasi-absent. Le taux de dépendance énergétique était de 96,2 % en moyenne entre 2000 et 2010. De même, il ne dispose pas d'une stratégie plus dynamique et plus efficace pour la présente période 2012-2020 étant donné qu'elle ne prend pas en considération les défis de cette décennie qui est caractérisé par l'incertitude et l'instabilité. En outre, la production de 2 Gigawatts prévue à partir des énergies renouvelables ne suffirait plus aux besoins domestiques, étant donné que celle-ci prévoit la production de maximum 42% des besoins en matière d'électricité d'ici à 2020. Ce qui laisse encore un énorme manque à combler par les importations, exposant davantage l'économie marocaine aux chocs externes.

En fait, la facture énergétique représentait 25.2 % du total des importations nationales dont la facture pétrolière constituait entre 85 et 90 %. Cependant, le développement des énergies renouvelables restait très faible. En éolienne, le Maroc ne

dispose que de 290 Mégawatts qui représentent 0.14% des 200000 MW installés dans le Monde. En Solaire, le Maroc n'a construit que la centrale de Ain BaniMathar, la seule installation à l'échelle industrielle jusqu'à présent.

Il faudrait néanmoins noter que le Maroc, malgré des difficultés certaines à financer ce type de projets, est considéré comme un leader régional en matière de développement des énergies renouvelables.

Depuis les années 70, l'économie marocaine connaît une forte progression d'ouverture sur les échanges internationaux qui est « passé de 31% en 1970 à 80% en 2008. Ses perspectives de croissance sont, ainsi, de plus en plus influencées par les changements de l'environnement international. » (5) L'insertion du Maroc dans un modèle économique de libre échange ouvre plusieurs opportunités mais non sans risques. En tant qu'Etat importateur majeur non seulement des commodities énergétiques mais aussi des biens et des produits à valeur ajoutée, l'équilibre budgétaire national et les réserves nationales de devises peuvent être fortement mis à contribution. Au niveau national, les secteurs des industries et des services qui mènent la productivité de l'économie nationale souffriront inévitablement de toute hausse des prix du pétrole.

Les petites entreprises seront les plus touchées. Elles seront obligées de licencier leurs employés, ce qui augmenterait le taux de chômage dans le pays. Un scénario que personne ne veut pas voir se produire.

Comme indiqué dans la première partie, une hausse des produits de pétrole a toujours précédé les récessions économiques depuis les années 70. En outre, l'ouverture économique du pays sur les marchés internationaux en Europe, Moyen Orient, l'Amérique du Nord et l'Asie renforce le degré auquel l'économie nationale peut être affectée par des chocs externes dans les marchés du pétrole. Sachant que le Maroc a besoin d'une croissance économique d'environ 7% ou plus pour répondre à ses OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), l'Etat doit disposer d'une stratégie de préparation à court terme pour cette décennie, afin d'éviter toute crise économique qui pourrait être causée par les fluctuations des marchés pétroliers.

Il est vrai qu'anticiper les cours pétroliers est très difficile, même pour les experts. Néanmoins il est évident qu'une politique sérieuse est à penser pour la prochaine décennie. Une stabilisation des prix est bénéfique pour le Maroc, qui dans le même temps gagnerait beaucoup à diminuer

sa dépendance énergétique par le renforcement des politiques d'énergies renouvelables. Dans le cas d'une hausse vertigineuse des prix, le pays sera fortement fragilisé. Les moyens financiers alloués à la subvention du pétrole risquent de ne plus être suffisants, mettant à mal tout l'équilibre budgétaire national et ouvrant la voie à de très sérieuses difficultés économiques et sociales.

A.A.A.

#### References:

- (1) Owen, Inderwildi, King, The Status of Conventional World Oil Reserves--Hype or Cause for Concern.
- (2) Nashawi, Malallah, Al-Bisharah, Forecasting World Crude Oil Production Using MulticyclicHubbert Model.
- (3) Jon Bosak, Outlook for liquid fuels, 2010-2020
- (4) Royaume du Maroc, « Discours de Monsieur le Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. » 14 Février 2012.
- (5) Mustapha ZIKY, Said AKRICH, L'économie marocaine face à la transmission des crises et des chocs internationaux : Une approche analytique et empirique.

## Entretien avec Aussama Mounajid membre du Conseil National Syrien

# “La question de la division de l'opposition syrienne est un faux débat”

Installé au Royaume Uni, Aussama Monajed est un cyber activiste syrien membre influent du Conseil National Syrien. Il est d'ailleurs un proche conseiller du président du CNS, Burhan Ghalioun.

**Pourriez-vous en prélude nous décrire brièvement l'état des lieux de la situation actuellement sur le terrain ?**

A l'heure où nous parlons, le régime de Bachar Al Assad a tué plus de 13.000 personnes dont 1000 enfants, détruisant à hauteur de 60 % les zones d'habitations des villes de Homs et Idlib, tout en continuant de désespérer et manipuler l'opinion internatio-

nale afin évidemment de se maintenir au pouvoir.

**Comment la population syrienne interprète-t-elle les vétos russes et chinois aux Nations Unies, principaux freins à toute avancée décisive sur le dossier ?**

Pour le peuple syrien, ce double veto russe et chinois dont vous parlez est considéré comme un permis de tuer. Il s'agit de faire échouer la révolution. Notez bien que la moyenne des tués par jour est passée à 200 morts quotidiens suite au veto. Dans plusieurs villes de Syrie, les manifestants ont brûlé des drapeaux russes et chinois. Ces deux pays sont vus par le peuple

syrien comme des complices dans les crimes commis par le clan Assad.

**Au Maghreb, la nature des liens entre le régime baasiste à Damas et celui des ayatollahs continue d'étonner. Pouvez-vous nous éclairer davantage sur ce sujet ?**

Ce qu'il faut savoir c'est qu'il y a, depuis l'époque de Hafez Al Assad un très important réseau d'intérêts politiques et financiers entre l'Iran et le régime d'Assad. La secte alaouite est considérée comme une ramification du chiisme, une branche dissidente quoique plus séculière. Ce sont surtout les intérêts régionaux de la République islamique dans la région qui

ont boosté la relation entre les deux parties, intégrant par là même le Hezbollah libanais. Ce que beaucoup appellent désormais le croissant chiite.

**Quelles chances de succès accordez-vous au plan Annan ?**

Pour l'heure, le plan Annan a échoué à arrêter les tueries en Syrie. De même, pas un seul prisonnier n'a été libéré. Le retrait des engins militaires des quartiers résidentiels n'a pas eu lieu non plus. Le plan Annan n'a pour le moment aucunement changé la situation sur le terrain où tueries et bombardements continuent à fréquence quotidienne à Homs, Idlib, dans les banlieues de Damas, Daraa et plusieurs





autres villes. Le régime semble répéter le même scénario employé lors de l'épisode des observateurs de la Ligue Arabe : faible nombre d'observateurs, accompagnés en permanence des forces de sécurité syrienne et transportés par les véhicules du gouvernement syrien. C'est uniquement la télévision d'Etat syrienne qui couvre leurs visites. Seules des rencontres avec des officiels et des élus locaux proches du régime sont programmées. Le régime continue à camoufler ses crimes. Les tanks sont dissimulés dans des ruelles lors du passage du convoi des observateurs des Nations Unies. Il prend soin de nettoyer les traces d'obus, boucle des périmètres entiers. Tout est mis en œuvre pour dissimuler la réalité. Le régime n'a aucunement respecté le cessez le feu prévu par le plan Annan. La communauté internationale ne semble pas avoir compris qu'Assad refuse de se soumettre aux clauses qu'il s'est pourtant engagé à respecter. Il est temps pour la Russie et la Chine de mettre fin à ces massacres continus.

**Nouri Al Maliki a récemment déclaré « que le régime Assad ne tomberait pas », le nouvel Irak joue pleinement la carte de Téhéran, qu'en pensez-vous ?**

Les positions et autres alignements politiques changent aux grés des intérêts. Indéniablement, l'Irak joue et continuera de jouer un rôle majeur en Syrie. Il est vrai qu'il y a une très forte influence de Téhéran en Irak. Mais cela est susceptible de changer. Les Etats du Golfe sont aussi appelés à accroître leur influence en Irak. Ce

dernier n'est pas dans une situation économique et sécuritaire telle qu'il puisse prendre des positions aussi tranchées à l'heure actuelle.

**Hormis la Tunisie, aucun pays arabe n'a appelé au départ de Bachar Al Assad... Considérez-vous cela comme un pas en arrière ?**

Le Qatar et Arabie Saoudite ont déclarés être disposés à armer l'opposition syrienne, d'autres pays du groupe « les amis de la Syrie » sont beaucoup plus réticents, du fait du risque important de sombrer dans une guerre civile.

Les pays du Golfe n'ont pas changé leur position et restent des soutiens très importants à la révolution. La déclaration finale issue du dernier sommet de la Ligue Arabe a apporté un soutien indéfectible à la révolution du peuple syrien, à tous les niveaux. C'est tout ce que je peux dire sur le sujet.

**Quel est votre regard sur le caractère divisé de l'opposition ? Les craintes des minorités sont-elles selon vous justifiées ?**

Après 50 ans de totale destruction de la vie politique, de méfiance mutuelle et de peur au sein des différentes composantes de la population syrienne, je peux vous affirmer que ce qu'a réalisé l'opposition syrienne durant les 13 derniers mois tient du miracle ! Pourquoi devrions-nous attendre une seule opinion, une seule position, émanant d'un seul groupe ? Je vous rappelle que le peuple syrien a vécu depuis 1963 sous le joug de la pensée unique. Ce dynamisme tous azimuts est somme toute nor-

mal. Le Conseil National Syrien (CNS) est une plateforme qui regroupe la majorité des groupes d'oppositions ainsi que de nombreuses figures indépendantes. Il est la représentation de toute la diversité politique, intellectuelle, religieuse, ethnique du peuple syrien. Le plan de transition du CNS prévoit et confirme les droits constitutionnels pour toutes les minorités, particulièrement les Kurdes. Le CNS a toujours œuvré à unifier et apporter les garanties nécessaires pour une nouvelle Syrie avec les mêmes droits pour tous. Peu importe les statuts de majorité ou minorités. Etat de Droit, séparation des pouvoirs, indépendance de la justice, appel à un sincère processus de réconciliation nationale, ce sont les principales garanties pour rebâtir la Syrie de demain.

**Pensez-vous qu'une intervention étrangère reste possible ou est-ce totalement inenvisageable ?**

Toutes les possibilités restent envisageables et sont prises en compte par les différents acteurs y compris le Conseil National Syrien. Il n'existe pas une solution unique pour mettre fin au règne du clan Assad, mais toute décision nécessite concertation et coordination. Je parlerai plutôt d'une stratégie globale qui userait de la poursuite des sanctions contre le régime actuel, la mise en place d'une zone libre, une intervention militaire ciblée avec des objectifs précis, le ravitaillement en armes des soldats ayant fait défection, en plus d'un appui politique et économique des pays de la région. La difficulté majeure est que les acteurs de la région travaillent à différents niveaux. Par exemple, il n'y a pas une

réelle homogénéisation dans la mise en place des sanctions économiques. En même temps, des navires militaires continuent d'alimenter le régime actuel en armes. Celui-ci continue de bénéficier aussi d'un appui financier de la part de la Russie et de la Chine. La forme et l'ampleur de toute intervention militaire doivent être analysées sur la base du contexte spécifique syrien, des forces militaires en présence et de l'habileté du régime à manœuvrer en cas d'attaque militaire extérieure.

**Comment voyez-vous le futur du Moyen Orient ?**

Je pense que la région enregistrera un nombre important de changements dans les jeux d'intérêts et les positionnements stratégiques des différents acteurs. Cela ne se fera pas sans une reconstruction des sphères politiques et économiques. C'est un processus très complexe mais nécessaire pour un Moyen Orient capable de tirer le meilleur de son potentiel politique, économique et social.

**Impossible de conclure cet entretien, sans évoquer la question palestinienne. Que peuvent attendre les palestiniens de la chute du régime de Bachar Al Assad ?**

Le peuple syrien est un soutien majeur à la cause palestinienne. N'oubliez pas que nous syriens, partageons leurs revendications de mettre fin à l'occupation des territoires occupés (NDRL, le plateau du Golan, territoire syrien, est occupé par Tsahal depuis la guerre des Six jours de 1967 et annexé par l'Etat hébreu depuis 1981)

La mise en place d'une authentique et opérationnelle démocratie en Syrie servira non seulement les intérêts des palestiniens, mais des peuples de toute la région. Pour des raisons géostratégiques que nous ne pouvons nier, la stabilité de la région passe par la stabilité de la Syrie. Cela prendra du temps avant que notre pays puisse retrouver sa place en tant qu'interlocuteur politique et économique majeur dans la région.

**Entretien mené par Talal Salahdine, Responsable Stratégie et Communication de l'Institut Amadeus.**



# Le grand échiquier asiatique

## Les grandes puissances placent leurs pions

Par Amine AMARA

Durant le XIXe siècle, le nom de «Grand Jeu» fut attribué aux grandes gesticulations géopolitiques et militaires opérées par les grandes puissances dans la région asiatique du Caucase. En cette région hautement stratégique, les rapports de force internationaux continuent à s'opérer dans ces pays de l'Asie centrale ex-soviétique, d'autant plus que l'existence d'importantes ressources naturelles rend la situation encore plus tendue et compliquée. Région cloisonnée à fortes possibilités énergétiques, l'Asie centrale, qui fut le théâtre jadis du Grand Jeu entre Washington et Moscou, subit aujourd'hui l'action de trois puissances rivales préservant leurs intérêts : la Russie, qui stabilise une frontière méridionale, la Chine, qui essaie de pourvoir à ses besoins en hydrocarbures et finalement les Etats-Unis, qui se déploient dans la région pour maîtriser la totalité du théâtre asiatique. Pourtant, dans cette région se joue aussi l'avenir d'une recomposition géopolitique des richesses énergétiques. Un nouveau Grand Jeu met en scène les trois grandes puissances mais aussi des puissances régionales telles que la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Inde ou encore des satellites à l'instar de l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Kirghizistan, et le borbier qu'est l'Afghanistan.

Appelées clairement par l'Ouzbékistan en octobre 2001, puis par le Kirghizistan en décembre de la même année, les forces américaines montrent une application toute particulière dans la construction de centres militaires que les opérations de basse intensité en Afghanistan ne sauraient justifier. Les bases d'Aïni (Kirghizistan), de Khanabad (Ouzbékistan) et de Manas (Tadjikistan), d'une capacité opérationnelle pouvant aller jusqu'à 4000 hommes, représentent des éléments clés d'un dispositif américain de lutte contre le terrorisme installé durablement en Asie centrale. Au-delà de la question sécuritaire qui occupe les esprits à Washington, la politique américaine est également guidée par un objectif politique et économique : déterminer le tracé des oléoducs qui permettront aux hydrocarbures d'Asie centrale de parvenir sur les marchés mondiaux. C'est, d'ailleurs cet objectif qui a poussé l'Administration américaine à soutenir les Talibans jusqu'en 1999 : favoriser la construction de cet oléoduc à travers un Afghanistan totalement contrôlé par les troupes fondamentalistes, puis le Pakistan, pour contrer les projets de tracé par l'ennemi iranien et affronter le monopole russe d'acheminement des hydrocarbures

d'Asie centrale. Ce projet de faire aboutir la grande manne énergétique caucasienne de pétrole et le gaz sur les marchés internationaux reste plus que jamais d'actualité, compte tenu de la préoccupation américaine de sécuriser son approvisionnement énergétique et de diversifier ses fournisseurs afin de réduire sa dépendance à l'égard d'un Moyen-Orient devenu trop instable et source de menaces autant internes qu'internationales. La crainte d'une collusion des membres des familles régnantes avec des réseaux ultra-conservateurs, l'indisposition de certains milieux fondamentalistes de la région du Golfe à l'encontre des Américains dans la gestion afghane et irakienne, ont conduit les Etats-Unis à envisager de réduire sa dépendance à l'égard d'une région au sein duquel c'est surtout l'influence de Riyad qui garantit la pérennité des intérêts américains et ce depuis la chute du Shah d'Iran et l'avènement de la république islamique. Dans la région du Caucase en Asie centrale, les réserves d'hydrocarbures en jeu sont en effet assez considérables. Le bassin de la mer Caspienne (plateau continental et zones adjacentes) renfermerait le troisième plus important gisement pétrolier après ceux du golfe Persique et de la Sibérie. Les réserves prouvées sont de l'ordre de vingt milliards de barils pour le pétrole, et d'au moins sept trillions de mètres cubes de gaz. Par sa présence militaire, Washington pourrait garantir une assistance militaire au régime afghan tout en se dotant des moyens d'intervenir en Asie centrale pour protéger les régimes « amis » des républiques ex-soviétiques. Le projet de l'oléoduc traversant l'Afghanistan depuis le Turkménistan qui détient 20 % des réserves mondiales de gaz naturel jusqu'en Inde en passant par le Pakistan est toujours dans les tiroirs de Washington et pourrait facilement être réactivé, d'où des efforts militaires américains pour accélérer la pacification du pays qui n'ont pas seulement pour objectif la traque de ce qui reste du réseau des Talibans. Pour la plupart des experts pétroliers, le Golfe persique et le Caucase produiraient à eux seuls près de 80 % du pétrole et du gaz naturel dans le monde en 2050. Certes l'Irak, les monarchies du Golfe et l'Iran en restent les acteurs incontournables. Mais les Etats-Unis ne se désintéressent aujourd'hui à aucun des producteurs de pétrole ou de gaz. D'où leur pénétration en Asie centrale et dans la Caspienne. Pour autant, le transport du gaz et du pétrole en dehors de cette mer enclavée exige des investissements (extraction, exploitation, raffinage) étrangers colossaux. Le tracé des gazoducs et oléoducs est le reflet des

visées stratégiques et diplomatiques d'alliances et de rivalités sur cette région tant convoitée.

Au travers de la lutte actuelle pour le tracé des oléoducs, c'est une véritable réorientation de la géopolitique de l'énergie qui est en jeu. La croissance engendrée par les économies asiatiques a tout logiquement générer une pression supplémentaire sur les marchés. D'ailleurs, la Chine est déjà passée, en 1994, du statut d'exportateur net à celui d'importateur net et le grand tigre asiatique ne cesse de s'inquiéter des possibilités de diversification générale de ses sources d'approvisionnement, mais plus encore dans sa partie occidentale où une coopération régionale, notamment par le biais de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), est envisageable.

Ces évolutions sont encore plus sensibles dans le domaine du gaz visant la construction d'un gazoduc de près de 6000 kilomètres qui traverserait l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour relier le Turkménistan à un port sur la mer de Chine où le gaz serait liquéfié avant d'être exporté vers le Japon. Les difficultés soulevées par l'ampleur d'un tel projet éloignent à l'évidence l'horizon de sa réalisation mais d'autres projets, pourraient, à moyen terme, relier l'Asie centrale au sous-continent indien par le biais de projets de réseaux de gazoducs moyen-orientaux, à l'étude ou en cours. Relier ces différents projets ne poserait, semble-t-il, pas de problèmes techniques insurmontables. De tels développements confèreraient inévitablement à l'Iran un rôle central en raison de sa situation géographique qui en ferait un passage obligé entre l'Asie centrale et le Moyen Orient et déplacerait alors le centre de gravité de ce dernier, de l'Arabie saoudite vers l'Iran.

L'existence de tels projets se heurte pour l'instant à l'opposition des Occidentaux, ou, plus précisément des Américains qui refusent aujourd'hui à l'Iran le rôle de superpuissance régionale que celui-ci réclame, mais il souligne une tendance irrémédiable. L'accroissement de la demande viendra dans les années à venir de l'Asie, tant en raison de sa démographie que de ses taux de croissance économique. Il est dès lors inéluctable que nous assistions dans les décennies à venir à une réorientation majeure des flux énergétiques vers cette région.

Depuis les attaques de Septembre 2001 qui ont bien stigmatisées les enjeux politiques stratégiques de l'Asie centrale. Trois grandes puissances s'affrontent :

- La Russie, qui ambitionne de pérenniser ses frontières méridionales dans le but d'édifier une carapace constitué d'Etats alliés dans le cadre d'un axe de coopération militaire et économique au sein de la politique de l'étranger proche. Par ailleurs, il faut préciser que Moscou sous l'ère Poutine III reste hautement méfiante devant la dilatation politique de Washington dans la région.

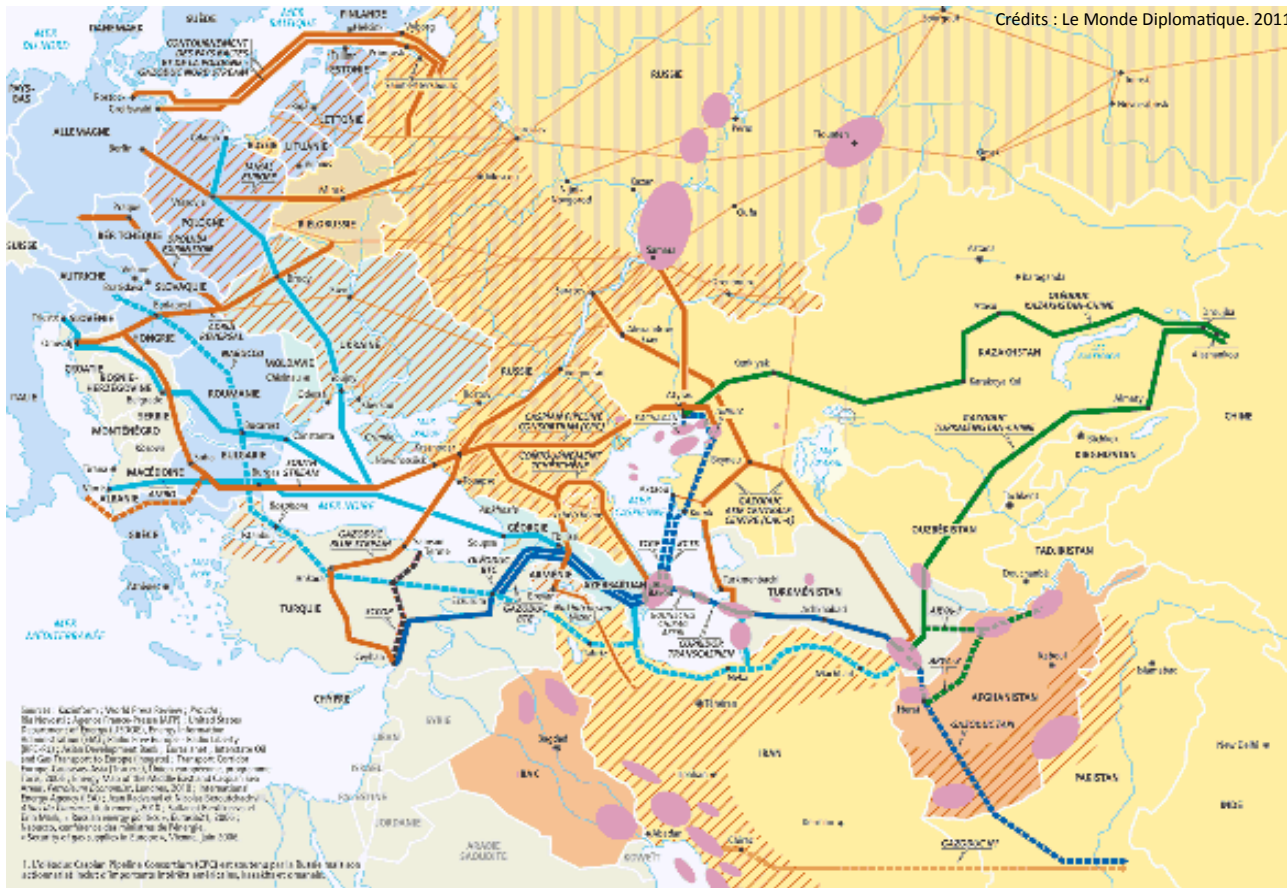
- La Chine qui au regard de ses besoins croissants en énergie se doit de diversifier ses sources d'approvisionnements (en 2030 sa consommation pétrolière équivaldra à la totalité de la production de l'OPEP 2010). Aussi, Pékin reste soucieuse de stabiliser sa province ouïgoure du Xinjiang, région séparatiste remuée par les actions des islamistes locaux, et encouragée par la précarité afghane post-taliban.

- Les Etats-Unis, qui jaillissent de manière messianique et méthodique depuis le 11 septembre là où sont en jeu leurs intérêts sont actuellement en train de se placer sur l'échiquier régional en tant qu'acteur stratégique incontournable. Vingt ans après l'éclatement de l'empire soviétique, la configuration géopolitique de l'Eurasie s'est transformée avec l'intervention américaine en Afghanistan puis en Irak, modifiant les enjeux politiques et stratégiques de l'Asie centrale.

De ce fait, quatre objectifs stratégiques travaillent ce nouveau "Grand Jeu" : affaiblir la Russie dans ses marges traditionnelles ; isoler l'Iran dans le jeu énergétique caspien, consolider le pouvoir pakistanais dans le cadre de la guerre contre le terrorisme afin de protéger le futur oléoduc trans-afghan ; promouvoir l'Inde et diversifier les influences pour contrebalancer l'influence d'Islamabad ; contenir la Chine dans ses prétentions régionales au moyen d'un encerclement militaire.

Les Etats-Unis aspirent au contrôle de l'ellipse énergétique stratégique réunissant les atouts du Golfe Persique et de la mer Caspienne. Ainsi, l'hypothèse d'une présence américaine au Moyen-Orient, au Caucase comme en Asie Centrale rend crédible la possibilité d'un redéploiement américain autour des gisements pétroliers majeurs. Enfin, la présence militaire américaine pensée à long terme dans la région se veut être un impératif, une action indispensable pour la stabilité de l'Afghanistan, de l'Asie centrale et du Pakistan.

# Une Géopolitique des Tubes



## Alliances politiques et économiques

- Pays membres
- GUAM
  - Union Européenne
  - Organisation de coopération de Shanghai
  - Union Russie - Biélorussie

## Guerres des gaziducs et oléoducs

- Principaux gisements de pétrole et de gaz

## Grands projets de gazoducs et oléoducs

Existants ou en cours	Envisagés	Soutenus par
<span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: #4caf50; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	<span style="display: inline-block; width: 10px; height: 10px; background-color: #4caf50; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	Chine
<span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: #f44336; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	<span style="display: inline-block; width: 10px; height: 10px; background-color: #f44336; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	Russie
<span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: #2196f3; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	<span style="display: inline-block; width: 10px; height: 10px; background-color: #2196f3; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	USA
<span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: #90caf9; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	<span style="display: inline-block; width: 10px; height: 10px; background-color: #90caf9; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	UE
<span style="display: inline-block; width: 15px; height: 10px; background-color: #ff9800; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	<span style="display: inline-block; width: 10px; height: 10px; background-color: #ff9800; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span>	Iran

- Réseaux de Gazoducs et Oléoducs de l'Ex URSS
- Gazoduc Iran-Arménie
- Contournement du Bosphore
- Pays à hauts risques
- pays à "éviter"

### Vers une redistribution des rôles

Concernant le Pakistan, les forces centrifuges au sein de ce pays sont d'une telle puissance que seul un pouvoir central et fort peut assurer une hypothétique restauration de la démocratie au sein d'une société tirée par la misère, la corruption et le fondamentalisme. Cette ligne démocratique devra reposer sur de profondes réformes dans l'éducation et la lutte contre la pauvreté appuyée à moyen terme par une politique sociale qui bénéficierait des retombées des oléoducs et des gazoducs provenant d'Asie centrale. Quant à l'Inde, elle devrait se rapprocher de plus en plus d'Islamabad afin de lui prodiguer une cure de soutien et de modernisation. Cette évolution devrait réduire les tensions et la question du Cachemire trouvera automatiquement une solution pacifique qui passera peut-être par l'autonomie à l'espagnole. Il est bien sûr inconcevable qu'un conflit de haute intensité entre l'Inde et le Pakistan puisse avoir lieu, le risque étant à moyen terme une implosion territoriale du Pakistan et, en se séparant, les régions envisageront de se ranger sous la protection de New Delhi. On pourrait imaginer en quelque sorte la création d'une confédération du sous-continent indien, vieux rêve du Mahâtm Gandhi.

L'Inde doit aussi modeler un espace stratégique conforme à ses nécessités économiques si elle veut jouer un rôle à la mesure de sa taille et de son poids démographique. Il est important pour Delhi d'utiliser sa croissance économique pour maintenir, rénover et augmenter ses aptitudes défensives face aux menaces qui toucheraient à sa souveraineté territoriale. Le Pakistan et la Chine, ses voisins et rivaux nucléaires, construisent un réseau d'alliances militaires et commerciales avec les pays du sud, du centre et de l'est de l'Asie. L'Inde cernée, s'arme et adopte une stratégie d'accords bilatéraux pour contrer

l'axe Islamabad-Pékin. La lutte contre le terrorisme international, devenue une priorité pour les Etats-Unis, diminue leur propre potentiel de rapport conflictuel avec l'Inde et renforce la tendance de la coopération. Pour le moment Washington perçoit l'Inde au même niveau que l'Argentine ou le Brésil, chose que Delhi a du mal à accepter. Dans le passé, son isolement l'a déjà liée à l'Union soviétique et aujourd'hui elle pourrait considérer comme bénéfique de renforcer ses relations stratégiques avec la Fédération russe, voire la Chine.

L'objectif affiché des Etats-Unis est que l'Inde sert de contrepoids aux ambitions chinoises et devienne le pivot régional de l'Asie méridionale et du sous-continent indien. La tâche de Delhi sera de persuader Washington de son intérêt à partager et répartir le pouvoir décisionnel entre un ensemble plus large d'acteurs dans un environnement multipolaire. Ce concept légitime sera de plus en plus partagé et la plus grande démocratie du monde devrait facilement trouver des alliés en les membres de l'Union européenne. Les nations industrielles de l'Asie, l'Australie, le Japon, les BRICS... Nombreux seront les Etats et les rassemblements régionaux à contester (de manière plus ou moins visible) l'omniprésence américaine sur la scène internationale, la suffisance et la certitude de Washington, son interventionnisme politique et militaire ou son comportement agressif sur les marchés et régions à fort potentiel de croissance.

Graduellement d'abord, puis avec une assurance croissante, les pays d'Asie centrale ont développé une solution différente. Ils ont réalisé qu'il était au moins partiellement en leur pouvoir d'entretenir des relations stratégiques avec toutes les grandes puissances, et de manipuler ces relations de façon à créer un équilibre entre elles. D'abord élaborée au Kazakhs-

tan entre 1997 et 2001, cette approche a ensuite été embrassée, explicitement ou implicitement, par presque tous les États de la région. La neutralité déclarée du Turkménistan l'empêche d'entrer dans des partenariats stratégiques mais coïncide néanmoins avec cette notion d'équilibre. Seul l'Afghanistan demeure en dehors de ce système informel, comme cela peut se comprendre à la lumière de son histoire depuis 1989.

Une telle concertation serait l'aboutissement naturel de la politique d'équilibre adoptée par la plupart des États de la région eux-mêmes. Elle assurerait la sécurité, la souveraineté et l'autodétermination de la région (qui revêtirait un statut d'acteur plutôt que celui de spectateur), tout en protégeant les intérêts légitimes des grandes puissances. Cette alliance serait encore plus souhaitable à l'heure actuelle qu'elle ne l'était au début de ce siècle. Cependant, nous en sommes bien loin. Aucune des grandes puissances n'est pour l'heure disposée à accepter ce schéma. La Russie reste fidèle à son programme de contrôle politique et économique de la région, une approche ancrée dans la pensée à somme nulle du XIXème siècle, Pékin semble suivre une stratégie plus douce, mais qui a ses propres dangers pour l'autodétermination de la région. Les États-Unis, puissance influente mais lointaine, sans frontière commune avec la région, pourraient jouer un rôle significatif, mais depuis les attentats de septembre 2001 une stratégie régionale claire leur fait cruellement défaut. Quant à l'Inde et surtout l'UE, leurs actions sont si effacées qu'elles demeurent pour l'instant sans aucune retombée significatif.

Sur le plan géoéconomique, la partie en train de se jouer autour de la mer Caspienne met une fois encore en lumière la faiblesse de l'Europe, dont les compagnies pétrolières, à l'exception notoire des

compagnies britanniques, sont peu présentes dans la zone. En dépit des efforts de la Commission européenne pour créer dans la zone des conditions favorables aux investissements ainsi que pour mobiliser les sociétés européennes, la frilosité de ces dernières, la capacité de projection limitée et l'absence de politique étrangère commune se conjuguent pour faire de l'Europe, la grande absente du Grand jeu asiatique.

Alors que l'émergence de nouveaux producteurs aurait pu contribuer à diminuer tant sa dépendance à l'égard des producteurs du Moyen-Orient que sa dépendance stratégique à l'égard des Etats Unis, l'Europe se retrouve une fois de plus marginalisée, chaque Etat ayant joué sa carte individuelle. Cette situation n'est toutefois pas irréversible. Dans la compétition en cours, ni les Etats-Unis, ni la Russie ni Pékin n'ont acquis d'avantage décisif. L'Europe n'a aucun intérêt à être de nouveau entraînée dans une nouvelle confrontation entre superpuissances, et ne peut que souhaiter voir les riverains de la Caspienne, dont la plupart sont membres de l'OSCE, accéder à la stabilité économique et politique.

Il devient ainsi urgent (mais ce fut le cas depuis le Kosovo) pour l'UE, fut-ce au sein même de l'OTAN, de devoir se doter d'une capacité de projection permettant à l'Union de crédibiliser une politique étrangère commune. La question du désenclavement des ressources énergétiques de la mer Caspienne pourrait ainsi devenir une occasion de tirer dans les faits les leçons de la guerre du Golfe et du conflit bosniaque, faute de quoi la vulnérabilité énergétique de l'Europe la placera pour longtemps encore sous la dépendance stratégique des Etats-Unis.



# Mali : l'équation touareg

Par Talal Salahdine

L'ensemble du continent africain se félicitait encore de l'issue des présidentielles au Sénégal, avec une double leçon donnée par ce pays : à la fois de maturité démocratique et d'alternance générationnelle. Le Mali, malgré d'insistantes rumeurs de report, s'appêtait à son tour à vivre d'indécises échéances électorales et par là même consolider la voie laissée en 2002 par le prédécesseur du Président démissionnaire Amadou Toumani Touré (ATT), Alpha Oumar Konaré qui, en respectant la Constitution malienne qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux, quittera la pouvoir cette année-là. L'enjeu est majeur : ATT non candidat, il s'agissait de maintenir le Mali parmi le cercle (restreint) des démocraties africaines émergentes.

Rien ne semblait présager à priori le coup d'Etat survenu le 22 mars, soit quelques semaines seulement avant le premier tour. Bien sûr, des troubles au Nord du pays, œuvre des Touaregs du MNLA, se faisaient de plus en plus inquiétants. Conflit récurrent comme il en existe d'autres ailleurs en Afrique (région de la Casamance, Nord-Est de la République centrafricaine...) mettant en scène pouvoir central et groupes rebelles, prompts à se manifester notamment en période électorale. Fait somme toute banal ?

Erreur, le renversement de Kadhafi courant 2011 a désormais considérablement changé la donne. L'effondrement de la Jamahiriya est en effet à l'origine de la prolifération de grandes quantités d'armes dans la région. Celle-ci a enregistré ces derniers mois un reflux important de combattants Touaregs qui représentaient une



part non négligeable des bataillons de mercenaires au service du colonel déchu. A la faveur d'une alliance contre-nature avec AQMI ou d'autres groupes islamistes armés tel Ansar Dine, le MNLA est désormais seul maître à bord dans la moitié

nord du pays. Objectif avoué : faire de ce territoire appelé l'Azawad, un Etat touareg indépendant. Un vaste territoire désertique, grand comme deux fois la France, et par ailleurs conquis avec une facilité déconcertante que la faiblesse de l'armée malienne ne saurait expliquer complètement. Une défaillance dont devrait répondre aussi la CEMOC, ce comité de coopération militaire regroupant les états-majors d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie et dont rappelons-le, le Maroc en est volontairement éloigné par Alger \*. Rejetant l'idée d'être placés sous le joug des Bambaras, l'ethnie majoritaire dans le Sud du pays, le peuple touareg aspira

feront rien, les vellétés indépendantistes dévoilées au grand jour aujourd'hui ne sont que le résultat de cinquante ans de marginalisation politique et économique à l'égard des Touaregs et l'échec de Bamako à intégrer ces populations au sein de la communauté nationale.

Victime collatérale majeure: le Niger voisin qui lui aussi est confronté à la réalité touareg. Celui-ci se retrouve forcément déstabilisé alors que la politique de la main tendue exercée par Niamey depuis l'an dernier ambitionnait un début de normalisation au travers du cessez le feu certes précaire conclu avec la rébellion touareg nigérienne. Tout juste investi en avril 2011, le président Issoufou, l'homme qui veut refermer la parenthèse Tandja, nommé Brigi Rafini, d'origine Touareg, Premier Ministre. Tout un symbole...

Un foyer de tension supplémentaire donc au sein d'une région déjà fortement fragilisée à la fois par le florissant trafic de drogues qui y est mené que l'implantation croissante d'AQMI.

L'expérience du Sud Soudan n'est encore que balbutiante que déjà les spectres de la partition resurgit à nouveau sur le continent.

à l'autonomie bien avant l'indépendance du Mali, alors colonie sous administration française. Les nombreux accords ou pactes – souvent menés sous l'impulsion de la France ou de l'Algérie voisine- n'y

*\*une anomalie dont l'Institut Amadeus s'est souvent fait l'écho à l'occasion de ses divers travaux sur la question des enjeux sécuritaires dans la région sahélo-saharienne.*



Retrouvez les analyses et les entretiens d'experts portant sur les enjeux politiques et économiques des pays du Sud sur le site de l'Institut Amadeus.

[www.institutamadeus.com](http://www.institutamadeus.com)

#### Institut Amadeus

6, rue Annessime, Sect 9 bloc I  
Hay Riad 10100, Rabat  
Maroc  
Tél. : (+212) (0) 537 71 70 82  
Fax : (+212) (0) 537 57 11 83

#### Equipe de publication

Revue dirigée par  
Brahim FASSI-FIHRI

Centre d'Analyses et de Publications

Gouvernance et Prévention des Conflits  
Amine AMARA

Economie et Développement  
Frédéric BARANGER  
Soraya OULAD BENCHIBA  
Abdelfetah AIT AMMI

Communication  
Talal SALAHDINE

Edition et réalisation  
Amine AMARA  
Frédéric BARANGER

Les auteurs peuvent être contactés par courrier électronique – prénom.nom@amadeusonline.org